

"Les Vingt-cinq peinent à tourner la page de la Constitution Giscard" dans Le Figaro (17 juin 2005)

Légende: Le 17 juin 2005, le quotidien français Le Figaro décrit les hésitations des Vingt-cinq quant à la poursuite ou non du processus de ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Source: Le Figaro. 17.06.2005, n° 18932. Paris.

Copyright: (c) Le Figaro

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"les_vingt_cinq_peinent_a_tourner_la_page_de_la_constitution_giscard"_dans_le_figaro_17_juin_2005-fr-d1ad6853-e5d4-4711-a111-9ab14def407b.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Les chefs d'État et de gouvernement européens sont réunis à Bruxelles depuis hier pour un sommet de crise. Ils se sont prononcés pour une pause dans le processus de ratification et se sont fixé un nouveau rendez-vous en 2006

Les Vingt-Cinq peinent à tourner la page de la Constitution Giscard

Alexandrine BOUILHET

Les dirigeants de l'Union européenne, ébranlés par le rejet de la Constitution en France et aux Pays-Bas, sont réunis depuis hier à Bruxelles dans une atmosphère de crise attisée par leurs profondes divisions sur le futur budget communautaire. L'UE a assuré qu'il n'était pas question de remettre en cause l'adhésion en 2007 de la Roumanie et de la Bulgarie. Jacques Chirac a par ailleurs posé la question de la poursuite de l'élargissement de l'UE. Les participants se sont donné rendez-vous en juin 2006 pour faire le point sur le processus de ratification.

Malgré la crise déclenchée par les non français et néerlandais, l'Union européenne n'a pas osé enterrer la Constitution Giscard, hier soir à Bruxelles, préférant prolonger sa vie artificiellement jusqu'en 2007. Le sort du traité a fait l'objet d'un long tour de table entre dirigeants européens, d'où il est ressorti, d'après le président de l'Union, Jean-Claude Juncker, que « la Constitution donnait la bonne réponse aux nombreuses questions que les Européens se posent ». Refusant de parler de « mort » du texte, un vocabulaire trop rude aux oreilles des dirigeants européens, la présidence luxembourgeoise a proposé une formule de compromis très souple autorisant les pays qui le souhaitent à arrêter le processus de ratification. Les Etats membres qui insistent pour soumettre le traité à leurs électeurs, malgré les risques, peuvent également le faire. « Le processus de ratification se poursuit, il n'y a pas de renégociation, pas de plan B, mais un plan D de dialogue et débat », a insisté hier le premier ministre luxembourgeois. Bloqués par la règle de l'unanimité, incapables de trancher dans le vif, les dirigeants européens se sont donné deux ans pour « réfléchir ». D'ici là, suppose-t-on à Bruxelles, une série d'élections aura peut-être changé la donne politique sur le continent et relancé la machine.

Signe des temps de crise, la solution retenue par la présidence est assez surréaliste. Sur le plan technique, elle revient à mettre le traité « au frigo » pendant un an et demi, pour éviter de l'enterrer, alors que ce texte de compromis risque fort, en 2007, d'être déjà dépassé. Sur le fond, pourtant, c'est bien le réalisme à la britannique qui l'a emporté: mieux vaut une « pause », même longue, que d'approfondir la crise actuelle. Tony Blair a été le premier à défendre cette option, sans demander l'avis de ses pairs, en reportant sine die le référendum prévu en Grande-Bretagne. Hier soir, le premier ministre britannique a donc remporté la première manche du sommet. Il a convaincu ses partenaires qu'une « pause » dans les ratifications serait un moindre mal, contre l'avis de Jacques Chirac, qui insistait pour poursuivre les votes, afin que la France n'apparaisse pas comme le seul « mouton noir » de l'Europe. « La stratégie de Chirac qui consiste à distraire les gens de sa faillite n'a pas marché », constatait hier un diplomate.

A l'exception du Luxembourg, qui aura du mal à annuler son référendum, prévu le 10 juillet, plusieurs pays vont profiter de cette option « pause » pour s'épargner des référendums coûteux et risqués. Malgré dix ratifications réussies, l'effet de domino du non français a été immédiat: il a eu des répercussions négatives au Grand Duché, au Danemark, en Pologne et au Portugal. Tenté d'annuler son référendum, le premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen, devait annoncer sa décision dès hier soir. « Dès que j'aurai une vue globale de la situation, je contacterai les partis politiques danois. Je dirai très rapidement ce qu'il adviendra du processus de ratification au Danemark », a-t-il prévenu.

D'après les sondages, la moitié des Danois sont favorables à l'annulation du référendum. Le Portugal et l'Irlande pourraient également y renoncer. La stratégie des gouvernements polonais et tchèque est plus complexe. Pour des raisons qui tiennent davantage à la politique intérieure, Varsovie et Prague aimeraient soumettre le texte à ratification, même si le non risque de l'emporter, mais l'option « pause » leur donne une nouvelle marge de manoeuvre. Aux yeux des électeurs, cette discussion au sommet sur la poursuite ou non des ratifications peut sembler décalée. Elle révèle en réalité un clivage politique profond en Europe, entre ceux qui croient encore à l'Europe politique symbolisée par la Constitution, et ceux qui préfèrent y renoncer,

en déclarant la victoire du grand marché. « Pour moi, le non français à la Constitution, c'est un non à l'Europe politique », a indiqué cette semaine à Luxembourg le nouveau ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy. Cet aveu en dit long sur le malaise de la France et la difficulté de sa position à Bruxelles. « La France se prétend encore européenne alors qu'elle a dit non à la Constitution: allez comprendre! » soupire un haut fonctionnaire. « La vérité, c'est que Jacques Chirac n'a jamais été européen, qu'il a toujours défendu les intérêts de la France d'abord, en se servant de l'Europe comme faire-valoir ou comme bouc émissaire. »

Sommé d'expliquer le non français à ses collègues, le président français, en position de faiblesse extrême, devait mettre l'accent sur cette Europe « qui va trop vite », et sur l'élargissement « mal expliqué ». Les explications du président français ne font plus recette. Après avoir dénoncé le rabais britannique, Paris s'en prend ouvertement à l'élargissement, accusé d'être responsable de tous les maux, y compris du non français. Ce discours nationaliste, apeuré, qui met l'accent sur les « frontières », passe très mal à Bruxelles.

« Il serait contre-productif de ralentir » le processus d'accession des pays candidats, a estimé hier le commissaire à l'Elargissement, Olli Rehn. « J'attache une importance particulière aux engagements pris par l'Union au processus de stabilisation et d'associations des pays des Balkans occidentaux », a-t-il ajouté, sans dire un mot de la Turquie, victime facile de la crise. « Je suis très préoccupé par le climat politique général en Europe. Cela se détériore... » a déclaré hier le premier ministre roumain, Calin Tariceanu, rappelant au passage l'aide apportée par son pays dans la libération de la journaliste Florence Aubenas. Pour ne pas ajouter à ce climat « nauséabond », le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gul, a préféré ne pas se déplacer à Bruxelles. Il a juste dépêché le nouveau négociateur turc de l'Union, Ali Babacan, pour des rencontres de travail discrètes avec la Commission. En marge du sommet.